

mobilization. Rennie also goes to considerable lengths to assert how fundamentally democratic, as measured by rank-and-file control, the UFA remained as it politicized, when his own research consistently contradicts this by Wood's leadership behaviour. As well, Rennie provides repeated examples of political deflection, of the lobby for Direct Legislation as a substitute for independent politics before the war and the overwhelming pull to vote for the Union government in 1917, which briefly promised draft exemptions to farmers' sons.

This awkward bridge between the vibrant democracy of the mass mobilization of the UFA and its actual political translation is not a mistake. The objective dimensions of the movement, the property forms of production, the farm production systems, a charting of co-operative operations, and actual voting behaviour are absent. Such absences, including an explanation of the dynamics between radicals and liberals, between a class consciousness for itself versus a deflected class consciousness back into market liberalism, appear to be the product of a method that discounts the base of productive forces and relations and exalts the superstructure of cultural behaviours.

Rennie's study of UFA mobilization is a considerable achievement. But the "movement culture" method limits his account when class power, both in economics (ie: co-operation) and politics, has to be addressed.

Robin Wylie  
Douglas College, Vancouver

**Thérèse Hamel, Michel Morisset, Jacques Tondreau. *De la terre à l'école. Histoire de l'enseignement agricole au Québec, 1926-1969*. Montréal: Cahiers du Québec—Hurtubise HMH, 2000. 366 p.**

C'est avec grand intérêt que nous avons ouvert cet ouvrage, car les travaux d'histoire de l'éducation consacrés à

l'enseignement professionnel sont assez rares, et le sont encore plus s'ils concernent l'enseignement agricole. Les auteurs, respectivement sociologue de l'éducation, économiste spécialisé dans l'étude des politiques agricoles, et sociologue travaillant dans le domaine de la recherche en éducation, se sont centrés sur l'étude des *écoles intermédiaires d'agriculture* qui, nées au début du siècle, ont disparu lors de la grande réforme des années 1960. Ces écoles avaient pour mission de former une « élite » d'agriculteurs devant diffuser autour d'eux les savoirs appris durant leur formation.

Tout en centrant leur analyse sur ces écoles de niveau moyen, les auteurs nous proposent une étude de l'ensemble de l'enseignement agricole débutant, bien avant 1926, avec l'expérience de l'École de Saint-Joachim fondée en 1670. Ils ont choisi de ne pas traiter des orphelinats agricoles, ce qui paraît compréhensible, car on y formait des colons et non des exploitants et le niveau en était primaire. Nous regrettons, par contre, qu'ils n'aient pas retenu les cours ménagers agricoles offerts aux filles de cultivateurs à partir des années 1940. Certes ce n'était pas un « *enseignement de savoirs et de savoir-faire agricoles* », mais l'objectif de ces cours visait la relève en agriculture puisqu'il s'agissait de « *former de bonnes épouses de cultivateurs qui sauraient épauler leur mari dans le travail de la ferme tout en assumant pleinement leur rôle d'épouse et de mère* » (p.24).

Les auteurs ne sont pas demeurés à l'intérieur de l'institution, puisqu'ils s'appuient à la fois sur l'analyse des transformations de l'agriculture et du milieu rural, et sur celle des débats et rapports de force qui caractérisent les relations entre l'État et l'Église dans le domaine de l'éducation et de la formation professionnelle.

Ce n'est qu'au XIX<sup>e</sup> siècle que les autorités s'intéressent aux moyens de faire progresser l'agriculture. La crise agricole que connaît le Québec entre 1820 et 1850 entraîne d'importants départs de la population agricole vers les villes, ce qui inquiète l'Église qui voit dans ces migrations une perte de son pouvoir et une menace pour la nation canadienne-française. Les tentatives d'enseignement agricole, impulsées par des religieux, vont donc

avoir pour objectif premier le maintien à la terre de la population la plus importante possible et non les transformations des pratiques agricoles. Si bien qu'il n'y a, au début du XX<sup>e</sup> siècle, que quatre grandes écoles spécialisées dans l'enseignement agricole.

C'est avec la crise agricole des années 1920 que l'on va s'intéresser réellement à la formation des agriculteurs, l'État s'inquiétant des conséquences économiques de cette crise et l'Église, des départs des familles agricoles. Des moyens importants sont dégagés par le ministère de l'Agriculture pour créer, en 1926, la première école moyenne d'agriculture à Rimouski. Cependant, cette réalisation demeure isolée, le gouvernement devant faire face à la terrible crise économique qui débute en 1929.

Devant la croissance rapide du chômage, le gouvernement, appuyé par l'Église, relance la colonisation, considérant l'agriculture comme un refuge; refuge tout relatif car les agriculteurs connaissent des conditions économiques et sociales dramatiques. Le ministère de l'Agriculture lance une formule nouvelle d'enseignement, les *sections moyennes agricoles* afin de contribuer à retenir les jeunes en leur inculquant « *l'estime et l'amour du sol où ils sont nés* » (p. 192). Ces sections sont moins onéreuses car les professeurs, membres des congrégations religieuses, sont sous-payés par rapport aux agronomes des écoles moyennes et les équipements sont limités. Pour autant, les congrégations, confrontées à de graves problèmes financiers, y trouvent l'avantage de disposer de ressources pour sauver certains collèges de la faillite.

Avec l'arrivée du gouvernement de l'Union nationale, en 1936, la politique agricole évolue, fondée sur une philosophie conservatrice et ruraliste : « *L'agriculture est un élément de stabilité économique et d'ordre social. Nous devons maintenir et protéger notre base rurale.* » (p.213). Le Service de l'enseignement agricole, créé au sein du ministère de l'Agriculture, s'efforce de définir les programmes scolaires et les modalités d'attribution des diplômes qui relevaient jusque-là de l'autonomie des établissements. Les sections moyennes se transforment en *écoles régionales d'agriculture*, grâce à des

financements proches de ceux des écoles moyennes, ce qui leur permet d'augmenter leurs effectifs et d'acheter équipements et outillages. De 1936 à 1939, le ministère de l'Agriculture autorise la création de diverses écoles intermédiaires, mais les auteurs estiment qu'il s'agit avant tout de répondre à des impératifs électoraux.

Après la Seconde Guerre mondiale, le Québec dispose de 17 écoles moyennes et régionales qui couvrent l'ensemble du territoire. Elles forment, en deux années, plus de 900 jeunes espérant s'établir sur la ferme familiale. Mais, dans cette période, la situation économique de l'agriculture est mauvaise, son revenu net total n'atteignant en 1964 que la moitié de celui de 1951. D'importants changements se produisent avec l'apparition d'exploitations mieux intégrées au marché, plus mécanisées et spécialisées, les agriculteurs devant donc développer de nouvelles compétences.

Dans la dernière partie de l'ouvrage les auteurs s'attachent à analyser avec précision les décisions qui ont conduit à la disparition de l'enseignement agricole. Un ensemble de changements majeurs s'engage au début des années 60, avec l'arrivée au pouvoir des Libéraux. Plusieurs commissions et comités officiels vont se préoccuper des problèmes d'éducation, y compris de l'enseignement agricole, conduisant le gouvernement à créer, en 1964, un ministère de l'Éducation contrôlant tout l'enseignement de la Province.

Dans un premier temps, des institutions agricoles et notamment l'Union des cultivateurs catholiques, l'UCC, s'inquiètent de voir le ministère de l'Agriculture perdre le contrôle des écoles d'agriculture. Mais, les agriculteurs revendiquent la parité avec les autres catégories socioprofessionnelles et, notamment, la possibilité d'accéder à une culture générale commune, ce qui conduit l'UCC à changer complètement de position et à demander que l'enseignement agricole soit placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation. Cette intégration, commencée en avril 1963, se termine en 1969 avec l'intégration physique (donc la disparition) des écoles d'agriculture au sein des commissions scolaires du ministère de l'Éducation.

La description faite dans ce dernier chapitre permet de comprendre l'ampleur du choc subi par les personnels et des conséquences pour les agriculteurs. En 1969, il ne reste qu'une école régionale, celle de Sainte-Croix qui ne fermera qu'en 1989 et 90% des professeurs agronomes ont démissionné. En 1970-1971, il n'y a plus que 149 élèves dans une seule école d'agriculture. Ce n'est qu'au début des années 1980 que les effectifs reviennent au niveau le plus élevé atteint dans les années 40.

Le lecteur peut se demander si cette réforme ne s'explique pas par la faible utilité sociale des écoles. Les auteurs s'attachent donc à évaluer les résultats de ces établissements. Ils notent que leurs effectifs ont augmenté pour atteindre leur maximum dans les années 1940 et se situer entre 700 et 900 élèves jusqu'en 1963-64, la chute des effectifs s'engageant à partir du début de la réforme scolaire. S'appuyant sur des sources disponibles dans les écoles, les auteurs estiment que sur les 18 914 élèves inscrits dans les écoles intermédiaires de 1941-42 à 1963-64, 54,1% ont obtenu le diplôme de capacité agricole. Enfin, une enquête réalisée auprès d'élèves ayant obtenu leur diplôme entre 1948 et 1963, indique que les deux tiers d'entre eux (65,4%) travaillent dans le secteur agricole, dont près de la moitié comme chefs d'entreprise, et 6% dans le para agricole. Ces données montrent qu'à l'évidence, les écoles intermédiaires ont assumé leur mission d'appui à l'évolution de l'agriculture québécoise.

L'ouvrage met, enfin, en lumière des écarts importants entre les discours officiels et les pratiques concrètes des responsables de la formation agricole. Dans l'idéal, l'État voulait que ces écoles forment une élite agricole et de bons citoyens ; l'Église souhaitait qu'elles retiennent les jeunes à la terre et forment de bons chrétiens ; l'UCC leur demandait de fournir aux futurs exploitants les outils leur permettant de résister à la concurrence internationale. Certes, les écoles ont plus ou moins répondu à ces demandes mais, dans les faits, elles ont assuré : d'abord une source de revenus supplémentaires pour les congrégations religieuses, essentiels dans les années 1930 pour éviter la faillite ; puis, la scolarisation de jeunes ruraux, en remplacement d'un enseignement secondaire défaillant ; enfin, la formation

d'une main-d'œuvre rurale qui n'aurait pu que très difficilement se former par d'autres voies.

Devant un travail de cette qualité, le lecteur a tendance à demander encore plus. Nous nous permettrons donc de regretter que Thérèse Hamel, Michel Morisset et Jacques Tondreau n'aient pas analysé plus finement le rôle de l'UCC et qu'ils aient insuffisamment présenté la nature des besoins de formation des agriculteurs sur la période étudiée. Soulignons, pour conclure, que nos trois collègues ont, avec clarté et rigueur, atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixé au début de leur recherche : nous faire comprendre l'histoire de ces écoles d'agriculture du Québec.

Michel Boulet

Sociologie et histoire de l'éducation

ENESAD - Établissement national d'enseignement agronomique  
de Dijon